

Dienstag (Vormittag), 15. Juni 2021 / Mardi matin, 15 juin 2021

Bau- und Verkehrsdirektion / Direction des travaux publics et des transports

46 2021.RRGR.16 Motion 007-2021 DEPU (Roulet Romy, Malleray)
Finanzielle Beteiligung des Kantons an den Mehrkosten im Zusammenhang mit der
Entsorgung belasteter Böden aus Standorten, deren Belastung über den Prüfwerten liegt

46 2021.RRGR.16 Motion 007-2021 DEPU (Roulet Romy, Malleray)
Participation financière du canton aux surcoûts liés à l'élimination du sol pollué provenant
des sites pollués dépassant le seuil d'investigation

Le président. Affaire du point numéro 46 de l'ordre du jour, il s'agit d'une motion de la Députation. Le débat est libre, le gouvernement propose l'acceptation de la motion. Est-ce que cette proposition est contestée ? C'est contesté. Je laisse donc la parole à Mme la députée Roulet Romy.

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), motionnaire. Pendant des décennies, les activités industrielles des usines Boillat ont pollué les sols avoisinants les sites d'exploitation de Reconvilier et de Loveresse. C'est seulement en 2019 qu'une investigation technique a permis d'effectuer des analyses. Celles-ci ont confirmé la présence d'une pollution aux métaux lourds en surface, de cuivre, de zinc et partiellement de cadmium, pour de nombreuses parcelles qui appartiennent à des propriétaires privés ou à des sociétés. Les propriétaires ne savaient pas que les sols étaient contaminés lorsqu'ils ont acquis le terrain.

Selon la loi sur la protection de l'environnement (LPE), c'est le principe du pollueur-payeur qui s'applique. La LPE dit aussi que celle – et ceux – qui « n'est impliqué qu'en tant que détenteur du site n'assume pas de frais si, même en appliquant le devoir de diligence, elle n'a pas pu avoir connaissance de la pollution ». C'est exactement ce qui s'applique dans notre cas. De plus, on distingue ici deux types de contamination dans la même région. Premièrement, les parcelles qui dépassent les valeurs d'assainissement, qui concernent 54 parcelles, qui sont régies par l'ordonnance sur l'assainissement des sites pollués (Ordonnance sur les sites contaminés, OSites), ce sont les zones rouges. Ces parcelles sont inscrites au cadastre des sites pollués et doivent être décontaminées. Selon l'OSites, c'est le canton et la Confédération qui se substituent aux pollueurs et prennent en charge les frais. Il en va autrement pour les 461 autres parcelles qui, elles, se situent en dessous du seuil d'assainissement. Ce sont donc celles-ci qui sont concernées par la motion. Pour ces parcelles, un assainissement n'est nécessaire qu'en cas de construction ou lorsqu'il y a un jardin potager. Ces parcelles ne sont pas régies par l'OSites, mais par l'ordonnance sur les atteintes portées aux sols (OSol), et l'ordonnance ne prévoit pas une prise en charge par les cantons et la Confédération.

Nous sommes ici confrontés à une inégalité de traitement vis-à-vis des propriétaires fonciers, situés dans une même zone. En zone rouge, la Confédération et le canton se substituent aux pollueurs en prenant les frais à leur charge et en zone orange, les propriétaires auront tout à leur charge. Il faut corriger cette injustice et cette inégalité de traitement et le Conseil-exécutif reconnaît la nécessité d'agir dans ce cas. La solution proposée est donc d'intégrer une nouvelle disposition à l'art. 27, al. 1 de la loi sur les déchets (LD) en lien avec le fonds pour la gestion des déchets. Ce fonds est alimenté par le produit de la taxe sur les déchets et est géré par le canton au titre d'un financement spécial. L'affectation de ce fonds sert par exemple à assainir les stands de tir, à financer des études, à financer des investigations.

La nouvelle disposition légale proposée est précise et en lien direct avec la situation exceptionnelle de Reconvilier et Loveresse. Elle précise que la pollution a été engendrée par une activité industrielle clairement identifiée. Elle ne permettra donc pas d'ouvrir une boîte de Pandore en intégrant

d'autres cas de pollution qui viendront grever le fonds. En effet, aucune pollution à grande échelle clairement attribuable à une activité industrielle n'a été constatée ailleurs dans le canton de Berne. Celle dont nous parlons ici est unique et exceptionnelle. Sur la majorité des 461 parcelles, il y a déjà un bâtiment construit. Les propriétaires devront assainir seulement s'ils ont un jardin potager ou projettent une nouvelle construction. Comme le précise le Conseil-exécutif, les coûts supplémentaires devraient s'élever en moyenne à 50 francs par m² de terrain avec une estimation entre 0,5 et 1 million de francs. En tablant sur un excédent de 4 millions de francs, il faudrait une demie année supplémentaire pour combler le passif du fonds et cela n'entraînerait pas une augmentation de la taxe sur les déchets, actuellement à 10 francs par tonne. Chers collègues, le Conseil-exécutif soutient cette motion. La Députation la porte et la soutient également à l'unanimité et c'est pourquoi je vous prie de l'accepter.

Willy Marti, Kallnach (SVP), Fraktionssprecher. Wir befassten uns in der SVP mit dieser Motion. Vielleicht schauten wir auch noch etwas genauer hin, als das andere machten, und da kamen uns Zweifel auf, ob das wirklich die Lösung für ein Problem ist; ob jetzt das so gross oder klein sei. Es geht darum, die Mehrkosten in Zusammenhang mit der Entsorgung von belasteten Böden aus belasteten Standorten zu finanzieren, die nach der Verordnung aus dem Jahr 1998 nicht sanierungsbedürftig waren, der Verursacher der Belastung aber eigentlich klar bekannt ist. Es geht also um Land, das über lange Zeit als nicht-sanierungsbedürftig galt und jetzt – vielleicht mit den genaueren Messmethoden, vielleicht mit tieferen Schwellwerten – eben doch. In der Begründung lesen wir, dass es speziell um über 400 Parzellen, die durch Boillat-Fabriken verschmutzt wurden, zwischen Recon villier und Loveresse geht. Das Problem ist hier: Es gibt die Fabriken und Nachfolgefir men nicht mehr.

Wir lesen in der Begründung der Motion, dass für rote Zonen, also schwerbelastete Böden, eine eidgenössische Rechtsgrundlage besteht. Hier geht es um orange Zonen, und hier gibt es eben keine Regelung. Wenn das geändert werden soll, rechnet der Regierungsrat für die erwähnte Region mit 0,5 bis 1 Mio. Franken. Für den ganzen Kanton und weitere solche Fälle, die dann kommen könnten, nimmt er Kosten von 2 Mio. Franken an. Wir sind der Meinung, dass das eine sehr kühne Prognose ist. Das Resultat könnte unserer Meinung nach wesentlich höher ausfallen. Wenn wir mit unseren – ich mit meinen – bescheidenen Rechenkünsten rechne und von 750'000 Franken für die angeregte Region spreche: Die 750'000 wäre die Mitte der Prognose, dann gibt das mit 461 Grundstücken gerechnet je 1627 Franken. Wenn man dann die 50 Franken nimmt, womit eigentlich für die Sanierung pro Quadratmeter gerechnet wird, wären das 32,54 Quadratmeter, die man sanieren könnte.

Ja, mit 1627 Franken pro Parzelle – da kann man etwa einen Trax zu- und vielleicht wieder wegführen. Aber viel kann man damit nicht machen. Ich habe Ihnen gesagt, mit dieser Rechnung bringt man für diese Fläche auch nicht viel hin. Auch wenn man sagt, es komme lange nicht jeder, habe ich das Gefühl, könnte das ansteckend sein. Wenn der eine den Garten macht, dann muss der nächste das auch haben. Land und Liegenschaften um Firmen, die Belastungen haben, werden sicher einfach billiger gehandelt. Da sind Reserven drin. Wir sind überzeugt, die letzten Käufe wurden mit Abschlag gemacht. Jetzt springt der Kanton ein und wertet diese Liegenschaften eigentlich wieder auf. Wir finden das ein fragwürdiges Vorgehen.

Grundsätzlich sind wir der Meinung: Hier wird im Schnellverfahren ein Präjudiz geschaffen. Ein Präjudiz, das im Moment dem Kleinen helfen soll, dessen Folge aber für den Kanton schwierig abzuschätzen sind.

Deshalb lehnt die SVP-Fraktion die Motion mit deutlicher Mehrheit ab und empfiehlt Ihnen das auch.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts), porte-parole de groupe. Je m'exprime au nom des Verts et, étant membre de la Députation, j'ai aussi participé à des séances concernant cette question de la pollution des sols. La situation vous a été expliquée, les sols sont pollués, le responsable n'est plus là, je ne reviendrai pas sur les faits en détail. La recherche de solutions dans l'intérêt de la population nous a poussés à prendre contact avec le directeur des travaux publics et

des transports (DTT), et avec le chef de l'Office des eaux et des déchets (OED). Je les remercie pour leurs conseils et leur écoute. La motion telle que proposée découle de ces discussions.

Je suis étonnée que cette motion soit combattue. Un de nos rôles est d'apporter des solutions et du soutien aux habitants du canton. Un cadre légal, précis, apportera des solutions à tout le canton – voilà ce qui est proposé. Le gouvernement nous a soumis une évaluation des coûts dans sa réponse, il n'évoque ni risques, ni problèmes insurmontables au vu du caractère exceptionnel de la situation. Il évoque aussi l'ampleur de la pollution des sols à Reconvilier. Le gouvernement propose une bonne solution, il serait injuste de reporter les frais sur la population et de leur faire porter les erreurs du passé. A mon avis, le risque existe que les sols soient laissés tels quels et que la pollution ne soit pas traitée dans les jardins potagers, par exemple.

Merci de soutenir cette motion et de vous mettre à la place de toutes ces personnes qui avaient prévu de faire des travaux et qui voient tout à coup leurs plans bouleversés et leur budget explosé.

Tom Gerber, Reconvilier (PEV), porte-parole de groupe. J'ai un lien d'intérêt : je suis habitant de Reconvilier ; mais je n'ai ni parcelle en zone rouge ni en zone orange. La présente motion est issue d'une situation bien particulière, celle de Reconvilier, je l'ai déjà dit, dont je suis citoyen. Et à Reconvilier, nous n'avons pas seulement la Foire de Chindon qui, malheureusement, a été annulée encore une fois cette année, mais aussi une histoire de la métallurgie de tradition, celle de la fabrique d'étain Boillat. Malheureusement pour nous, cette longue tradition métallurgique a eu des influences négatives sur notre environnement avec une pollution des sols alentours aux métaux lourds. Cette pollution a été clairement mesurée, ce périmètre est défini, toutes les parcelles concernées ont été analysées, la situation est claire. Un certain nombre de parcelles doivent être assainies et celles-ci, ça a déjà été dit, ne sont pas le sujet de cette discussion, de cette motion. Les propriétaires qui sont concernés ici, sont des propriétaires qui ont une parcelle qui est certes polluée, mais qui ne doit pas obligatoirement être assainie. Mais..., mais, si ces propriétaires effectuent notamment une construction, eh bien, la terre ou le matériel ne peut pas simplement être mis en décharge, mais doit être mis en décharge avec des frais supplémentaires qui peuvent être considérables.

Le groupe évangélique considère, comme le fait le gouvernement, que ce ne sont pas les privés qui devraient prendre en charge les frais pour lesquels ils ne portent aucune responsabilité et pour lesquels l'auteur de la pollution n'existe plus. C'est à notre avis typiquement une tâche publique, et la présente motion y apporte une bonne solution. Je vous prie de bien vouloir soutenir cette motion.

Ich muss noch ein paar Worte für die Kollegen der SVP verlieren: Ich möchte hier doch noch sagen – und vielleicht ein paar von Ihnen umstimmen: Diejenigen, die die Motion ins Leben gerufen haben, sind Leute aus Ihren Reihen. Es sind Eigentümer, Eigentümer von KMUs, die betroffen sind, und die eigentlich, wenn sie bauen, wenn sie etwas machen, wenn sie ihr Unternehmen erweitern, von Zusatzkosten getroffen werden. Diesen Leuten möchten wir eigentlich ein Stück weit entgegenkommen. Und ich möchte Sie bitten, diese Motion anzunehmen.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp), Fraktionssprecher. Mit dieser Motion fordert die Députation, im Abfallgesetz (AbfG) eine neue Bestimmung zu verankern, die es dem Kanton ermöglicht, die Mehrkosten in Zusammenhang mit der Entsorgung von belasteten Böden zu finanzieren, die als nicht-sanierungsbedürftig klassifiziert sind. Konkreten Handlungsbedarf – das haben wir schon gehört – zeichnet sich bei den Bodenparzellen mit einer Schwermetallbelastung im Berner Jura ab, die zwar gemäss Altlastenverordnung (AltIV) unter dem sogenannten Sanierungswert, aber nach wie vor über dem Prüfwert liegen. Somit haben wir jetzt die Situation, dass wir die im Vorstoss genannten Perimeter belasteten Böden aus einer klar identifizierbaren Industrietätigkeit haben. Aber weil der Verursacher nicht mehr existent ist, ist niemand mehr in der Pflicht, diese zu sanieren.

Die Sanierung von schwermetallbelasteten Böden ist in unserer Fraktion aus verschiedenen Gründen sehr wichtig: einerseits aus Umweltschutzgründen, aber auch aus gesundheitspolitischen Überlegungen. Obwohl diese Forderung über die gesetzliche Pflicht des Kantons hinausgeht und die Parzellen von privaten Besitzern aufgewertet werden, wird unsere Fraktion diesem Vorstoss mehrheitlich zustimmen, denn wir konnten der Antwort des Regierungsrates eigentlich entnehmen, dass

der Aufwand für den Kanton relativ überschaubar bleibt. Die Verursacher sind nicht mehr da und die genannten Bodenbelastungen zwischen Reconvillier und Loveresse sind im Kanton in ihrer Grösse oder flächenmässigen Ausdehnung einzigartig.

Wir gehen aber davon aus, dass man genau abgeklärt hat, dass es sich hier wirklich um Einzelfälle und Überbleibsel aus einer vergangenen Zeit handelt. Es soll mit der Möglichkeit, sich hier zu beteiligen, keine Präjudiz geschafft werden, und sich der Kanton verpflichtet, in Zukunft sämtliche – ich sage jetzt einmal – überobligatorischen Sanierungsarbeiten zu leisten und zu finanzieren. Wir gehen davon aus, dass sich diese Sanierungsarbeiten in dem Rahmen befinden, der uns dargelegt wurde und nicht plötzlich viel höhere Kosten resultieren.

Deswegen werden wir dieser Motion mehrheitlich zustimmen und sie annehmen.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), porte-parole de groupe. La pollution des sols est une problématique importante, vous l'avez dit d'un point de vue environnemental, mais surtout de santé publique. Il faut mettre la population du côté de la sécurité. Le cas de Reconvillier, vous l'avez entendu, est un cas particulier. Il a fallu élaborer une disposition qui peut s'appliquer à tout le canton lorsque la pollution a été engendrée par une activité industrielle clairement identifiée, mais que le pollueur ne peut plus payer. Ce qu'il faut savoir aussi c'est que certains polluants sont dommageables pour la santé même en dessous de cette valeur limite, il n'y a pas de seuil à partir duquel on peut dire que ça devient dangereux. Ça s'applique par exemple au plomb. Donc, le fait qu'une zone soit en zone orange signifie aussi que cette zone est problématique et peut avoir un impact négatif sur la santé. Et cela peut concerner des jardins potagers, des endroits où les enfants peuvent jouer. Il faut s'assurer que ces terrains-là soient aussi assainis et pour cela il faut qu'il y ait une participation financière du canton. Comme déjà dit, c'est une situation très particulière qui ne s'applique pas à grande échelle mais qui s'applique dans des situations comme ici à Reconvillier. Je vous remercie donc de suivre l'avis du gouvernement et de soutenir cette motion.

Peter Haudenschild, Niederbipp (FDP), Fraktionssprecher. Die FDP erkennt die Probleme. Wir wissen auch ganz genau, dass diese Bodenbesitzer in diesem Gebiet von Reconvillier durch die Belastung geschädigt sind und dass sie für diese Belastung eigentlich nichts können. Die schwermetallbelasteten Böden sind nicht sanierungspflichtig. Wenn die Landbesitzer hingegen etwas daran machen, insbesondere wenn sie bauen oder wenn sie es für den Gemüsebau oder den Garten nutzen wollen, kommen Kosten auf sie zu, die sie nicht verursacht haben und wofür sie auch nichts können. Wie wir gehört haben, müssten sie nach geltendem Gesetz zusätzliche Abgaben von rund etwa 50 Franken leisten.

Wir finden ganz klar: Da müsste man solidarisch wirken. Die FDP wird mit grosser Mehrheit die Annahme empfehlen.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU), Fraktionssprecher. Die EDU-Fraktion hat Verständnis für das Anliegen der Motionärin, dass sich der Kanton an den Mehrkosten der belasteten Böden zwischen Reconvillier und Loveresse beteiligen soll. Es ist unschön, dass die Verursacher nicht mehr zur Verantwortung gezogen werden können. Die betroffenen Landbesitzer der belasteten Böden sollen bei einer notwendigen Sanierung durch den Abfallfonds unterstützt werden. Wir stimmen der Motion zu.

Beatrice Eichenberger, Biglen (Die Mitte), Fraktionssprecherin. Die Mittefraktion hat diese Motion studiert und diskutiert. In Anbetracht dieser aussergewöhnlichen Situation sind wir zum Schluss gekommen, dass wir die Übernahme der anfallenden Mehrkosten aus dem Abfallfonds unterstützen. Wir stimmen dieser Motion einstimmig zu.

Le président. Bien. La parole n'est plus demandée. Je laisse le micro à M. le conseiller d'Etat Neuhaus.

Christoph Neuhaus, BVD-Direktor. Die Bodenbelastung in Recon villier und Loveresse ist im Kanton Bern ein absoluter Ausnahmefall. Die Verschmutzungen betreffen eine grosse Fläche und man kann sie ganz klar einer Industrietätigkeit zuordnen, respektive eben einer Tätigkeit, die es in dem Sinne so nicht mehr gibt. Aber man kann es genau identifizieren und das kantonale Amt für Wasser und Abfall (AWAG) hat die Böden in diesen beiden Gemeinden in den Jahren 2019 und 2020 untersucht. Seither weiss man, dass bei 461 Parzellen der Prüfwert für Kupfer, Zink und/oder Cadmium überschritten ist. Die Kosten für eine Sanierung der betroffenen Grundstücke müssen die Grundeigentümer aber selber bezahlen, weil diese Parzellen zu wenig belastet sind und nicht unter die AltIV fallen. Aber sie sind belastet, man muss sie sanieren. Das heisst, die Grundeigentümer bezahlen für einen Schaden, der nachweislich jemand anderes – ein anderer Urheber – verursacht hat. Deshalb fordert die Motionärin, dass wir das AbfG so anpassen, damit wir als Kanton die Möglichkeit haben, sich an den Sanierungskosten der betroffenen Parzellen zu beteiligen.

Der Regierungsrat kann das Anliegen der Motionärin gut nachvollziehen. Wir haben gerechnet: Die geschätzten Mehrkosten im Zusammenhang mit diesen 461 Parzellen in Recon villier und Loveresse betragen gesamthaft 2 Mio. Franken. Diese können wir aus dem Abfallfonds decken, ohne dass wir die Abfallabgabe – die aktuell 10 Franken pro Tonne ist – erhöhen müssen. Weiter kann ich heute auch sagen, dass gemäss dem aktuellen Wissensstand eine entsprechende Gesetzesänderung keine unvorhersehbaren Zusatzkosten für den Kanton zur Folge hat. Vor allem sind im zuständigen Fachamt, dem AWA, keine weiteren Bodenverschmutzungen im Kanton bekannt, die so grossflächig sind und die man so klar einer industriellen Tätigkeit zuordnen kann.

Aus diesem Grund bittet Sie der Regierungsrat um die Annahme der Motion und das Anliegen der Motionärin zu unterstützen.

Le président. La parole n'est plus demandée. Nous allons donc voter sur l'affaire du point numéro 46 de l'ordre du jour, la motion de la Députation : les député-e-s qui acceptent cette intervention comme motion votent oui, celles et ceux qui la rejettent votent non.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.16

Annahme / Adoption

Ja / Oui	115
Nein / Non	30
Enthalten / Abstentions	1

Le président. Vous avez accepté l'affaire du point 46 de l'ordre du jour sous la forme d'une motion.